

Au pouvoir depuis douze ans, Viktor Orban reste favori des élections législatives en Hongrie

Le 3 avril prochain, 7,8 millions de Hongrois sont appelés aux urnes pour renouveler les 199 membres de l'Orszaggyules (Assemblée nationale), chambre unique du Parlement. 7 partis sont en lice pour ce scrutin. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Taktikaiszavazas fin février, l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPSZ) emmenée par le Premier ministre Viktor Orban, au pouvoir depuis douze ans, s'imposerait et remporterait 115 élus. Unis pour la Hongrie (EM), alliance de 6 partis d'opposition[1] conduite par Peter Marki-Zay, candidat au poste de Premier ministre, obtiendrait 83 sièges. Toutefois, de nombreux Hongrois (environ un quart des inscrits) disent ne pas avoir décidé s'ils allaient voter ou pour qui ils allaient voter.

Le même jour, les Hongrois sont invités à se prononcer par référendum sur quatre questions concernant l'éducation sexuelle des enfants. Les questions sont les suivantes : Approuvez-vous l'enseignement de l'orientation sexuelle aux enfants mineurs dans les institutions scolaires sans le consentement parental ? ; Approuvez-vous la promotion des traitements de changement de sexe pour les mineurs ? ; Approuvez-vous la présentation sans restriction aux mineurs de contenu médiatique à caractère sexuel qui pourrait affecter leur développement ? Approuvez-vous la présentation aux mineurs de contenu médiatique portant sur le changement de sexe ?

Cette consultation populaire est légalement contraignante. Pour être adoptées, les propositions doivent bien sûr être validées par la majorité des électeurs et le nombre de votants doit être supérieur

à la moitié des inscrits. Le Premier ministre sortant, qui se veut le défenseur des valeurs chrétiennes, désapprouve l'ensemble des propositions.

VIKTOR ORBAN TOUJOURS POPULAIRE APRÈS DOUZE ANS À LA TÊTE DE LA HONGRIE

La Hongrie est gouvernée depuis le scrutin législatif des 11 et 25 avril 2010 par la FIDESZ-MPSZ de Viktor Orban. Ce dernier a transformé le pays en une « démocratie il-libérale », au sein de laquelle il se positionne comme le seul représentant du peuple. Il accuse les libéraux d'être responsables du déclin de l'Occident et s'est rapproché de la Russie et de la Chine. Aux élections législatives des 11 et 25 avril 2010, la FIDESZ-MPSZ avait obtenu la majorité des deux tiers au Parlement. Viktor Orban a donc pu amender la Constitution et de nombreuses lois électorales, ce qui lui a permis de consolider son pouvoir au fil des années. Il a également pris le contrôle des médias comme du système judiciaire, notamment la Cour constitutionnelle. Durant ses 12 années à la tête de la Hongrie, la FIDESZ-MPSZ a redressé économiquement une Hongrie qui était en faillite en 2008.

La FIDESZ-MPSZ a mené une politique familiale ambitieuse, accordant de nombreuses aides (pour l'acquisition d'un logement ou encore d'une voiture) aux couples qui se marient et qui font des enfants ou envisagent d'en avoir. En 2021, la Hongrie a ainsi enregistré son taux de natalité le plus élevé depuis 27 ans : 1,59 (1,25 en 2010).

Viktor Orban, obnubilé par la défense de l'identité chrétienne du pays, a mené une politique très hostile aux immigrés qui frappent à la porte de son pays,

[1] Le Parti socialiste (MSZP), la Coalition démocratique (DK), le Parti du dialogue (PM), Faire de la politique autrement-Parti vert (LMP), Momentum et le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik).

Élections législatives en Hongrie

3 avril 2022

notamment les personnes de religion musulmane ou venant de pays musulmans. Il s'est élevé contre le mariage homosexuel ou ce qu'il qualifie de propagande LGBT notamment dans les écoles. Il a défendu l'épuration des programmes scolaires d'histoire et la défense de la race blanche ou des racines chrétiennes des Hongrois. La majorité des Hongrois se montrent depuis plus de dix ans satisfaits de leur dirigeant et de la stabilité du pays. Viktor Orban mène une politique qui mêle redistribution sociale et conservatisme. Il affirme que son seul objectif est que chaque Hongrois puisse bénéficier de la transition, ce dont la population lui est redevable. Outre les bénéfices sociaux, la FIDESZ-MPSZ mobilise et solidifie son électorat par sa dénonciation des membres de la communauté LGBT. Les forces de l'opposition ne sont pas parvenues, à ce jour, à proposer une politique alternative crédible.

Le 12 février dernier, qui correspondait au premier jour de la campagne officielle des élections législatives du 3 avril, Viktor Orban a prononcé son discours à la nation, ce qu'il fait chaque année depuis 1999, qu'il soit ou non au pouvoir. Lors de ce discours, il a annoncé que le plafonnement des prix du carburant, qui devait expirer le 21 février, serait prolongé de 3 mois, soit au-delà du scrutin législatif. Au début de l'année, le gouvernement avait déjà décidé de l'augmentation du salaire minimum de 19,5%, de l'exemption d'impôt sur le revenu pour les jeunes travailleurs de moins de 25 ans, du versement d'une prime équivalente à 6 mois de salaire aux militaires et aux policiers, d'une augmentation de 20% des salaires des infirmiers et des travailleurs sociaux et d'un rabais de 1,7 milliard € d'impôts pour les familles, du rétablissement d'un treizième mois de versement de pension pour les retraités et surtout du remboursement de l'impôt sur le revenu payé en 2021 à toutes les familles élevant des enfants (dans la limite de l'impôt sur le salaire moyen).

Viktor Orban, qui qualifie toute opposition à son pouvoir de communiste, a mis en garde ses compatriotes en leur affirmant que la fermeté à l'égard de l'accueil des migrants ne pouvait être garantie que par son parti. « *L'Union européenne est favorable aux vagues migratoires* » a-t-il souligné se déclarant en guerre, « *en jihad* » avec Bruxelles. Il a invité l'ancien président américain (2016-2020) Donald Trump à participer à un événement à Budapest

au mois de mars. Ses partisans espèrent que l'ancien chef de l'Etat américain pourra être présent au grand meeting de campagne que Viktor Orban tiendra le 15 mars. Les 25 et 26 mars, la Hongrie accueillera aussi une réunion des ultra-conservateurs européens, latino-américains et américains. Viktor Orban en sera l'intervenant principal. L'Espagnol Santiago Abascal (Vox) et Eduardo Bolsonaro (Parti social-libéral, PSL), député et fils du président brésilien Jair Bolsonaro (PSL), figurent parmi les invités.

Dix jours après l'invasion de l'Ukraine par les forces russes, une question est sur toutes les lèvres : Vladimir Poutine va-t-il être le tombeur de Viktor Orban ? Le Premier ministre sortant a bien compris le danger et, ces derniers jours, il a tout fait pour faire oublier la relation particulière qu'il a entretenue avec le dirigeant russe (Viktor Orban a toujours vanté le « modèle russe »). Son gouvernement a néanmoins condamné l'agression russe et voté les sanctions européennes. « *Au final, nous faisons partie de l'Occident* » a déclaré Viktor Orban. Le gouvernement hongrois refuse néanmoins toute livraison d'armes aux forces ukrainiennes. « *Tendons la main à ceux qui en ont besoin, prouvons que la Hongrie est un bon pays habité par de bonnes personnes* » a souligné Viktor Orban, qui a fait construire une barrière à la frontière avec la Serbie en 2015 et qui est d'habitude fortement hostile à toute immigration.

« *Traditionnellement, les conservateurs sont antirusses en Hongrie, donc l'invasion pourrait constituer une ligne rouge pour nombre des électeurs de Viktor Orban* » a indiqué Andras Bozoki, professeur de science politique à l'université d'Europe centrale de Vienne. A l'inverse, Agoston Mraz, analyste de l'institut de recherche Nezopont, met en avant la prime au sortant qui existe le plus souvent en cas de crise « *pas tant parce que le parti au pouvoir peut espérer capter de nouvelles voix, mais parce que certains électeurs craignent les effets d'un changement en pleine crise* ».

UNE OPPOSITION UNIE POUR DÉFAIRE VIKTOR ORBAN

Pour parvenir à défaire Viktor Orban, toute l'opposition hongroise, gauche et droite confondues, s'est unie derrière un candidat unique, Peter Marki-Zay, maire

depuis le 25 février 2018 de Hodmezovasarhely (Le marché du champ des castors), une ville de 44 000 habitants située au sud-est de la Hongrie près de la frontière avec la Serbie et avec la Roumanie. Durant sa campagne électorale, il a été soutenu par l'ensemble de l'opposition allant des socialistes à la droite populiste radicale, une union qui a permis sa victoire dans ce fief de la FIDESZ-MPSZ. Lors du scrutin municipal de 13 octobre 2019, de nombreuses alliances rassemblant différents partis de l'opposition à Viktor Orban se sont constituées. Stratégie gagnante qui a permis à l'opposition de remporter 7 grandes villes du pays (20 sur un ensemble de 23 étaient détenues par la FIDESZ-MPSZ avant les élections) dont la capitale Budapest où Gergely Karacsony s'est imposé face au maire sortant Istvan Tarlos en poste depuis 2010.

Tout au long de l'année 2020, les 6 principaux partis d'opposition - le Parti socialiste (MSZP) dirigé par Bertalan Toth et Agnes Kunhalmi ; la Coalition démocratique (DK) de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany ; le Parti du dialogue pour la Hongrie (PM) conduit par le maire de Budapest Gergely Karacsony ; Faire de la politique autrement-Parti vert hongrois (LMP) de Mate Kanasz-Nagy et Erzsebet Schmuck ; Momentum dirigé par Anna Julia Donath et le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) conduit par Peter Jakob- ont longuement négocié autour de la meilleure façon de faire chuter Viktor Orban. Ils ont décidé d'organiser un scrutin pour désigner le candidat au poste de Premier ministre qui les représenterait et ont élaboré un programme commun pour solidifier leur alliance. Celui-ci contient 12 points dont la défense de l'Etat de droit, la défense de la liberté de la presse, l'alignement avec l'Ouest, l'entrée dans l'euro et la protection des frontières contre l'immigration illégale.

Peter Marki-Zay a été désigné, par 56,7% des votants le 17 octobre 2021, candidat de l'opposition au poste de Premier ministre lors du deuxième tour de l'élection primaire. Il a devancé Klara Dobrev, épouse Ferenc Gyurcsany, président de la Coalition démocratique, et ancien Premier ministre (2004-2009) mais ce dernier est tellement discrédité, y compris parmi les électeurs de gauche, qu'il lui était impossible de se présenter. Peter Marki-Zay a recueilli 43,3% des voix. Au premier

tour organisé entre les 18 et 28 septembre 2021 Klara Dobrev avait obtenu avec 34,84% des suffrages, suivie par le maire de Budapest (27,30%) et par Peter Marki-Zay (20,40%), qui s'était présenté comme candidat indépendant. Quelques jours avant le deuxième tour, le 8 octobre, Gergely Karacsony avait annoncé son retrait de la course à la candidature en faveur de Peter Marki-Zay. « *Si je ne prends pas cette décision, Viktor Orban restera au pouvoir. Nous devons accepter la réalité, ce ne sont pas les libéraux ou les écologistes qui pourront battre un populiste de la droite radicale. Le national-populisme rencontre un grand succès dans les petites villes et les zones rurales où les gens ont peur* » avait-il déclaré.

Outre le candidat au poste de Premier ministre, les élections primaires ont permis de désigner les 106 candidats qui concourront aux élections législatives du 3 avril sous les couleurs de l'opposition unie et qui seront élus au scrutin uninominal. La Coalition démocratique est arrivée en tête dans 32 circonscriptions, le Mouvement pour une meilleure Hongrie dans 29, le Parti socialiste dans 18, Momentum dans 15, le Parti du dialogue pour la Hongrie dans 6, Faire de la politique autrement dans 5 et le Mouvement de la Hongrie pour tous (MMM), mouvement fondé par Peter Marki-Zay en novembre 2018 dans 1 circonscription.

Peter Marki-Zay se veut le meilleur défenseur d'une Hongrie conservatrice et chrétienne. « *A la différence d'un candidat de gauche, je peux aller chercher les électeurs conservateurs et les indécis* » répète-t-il. Conservateur et catholique, il espère que son profil pourra attirer une partie des électeurs de la FIDESZ-MPSZ déçus par Viktor Orban. Il se décrit comme « *tout ce que Viktor Orban prétend être* ». Peter Marki-Zay est un chrétien nationaliste, pro-européen et traditionnaliste ; il est libéral, favorable à de faibles taxes, au marché et à la libre entreprise. Libéral en ce qui concerne les questions de mœurs, Peter Marki-Zay, personnellement opposé à l'avortement et au divorce, considère cependant que l'Etat ne doit pas interférer dans la vie privée des gens.

« *Pour la première fois nous avons une chance de remporter les élections et de défaire Viktor Orban nous aurons une liste unie un candidat unique dans*

chaque circonscription un candidat unique au poste de Premier ministre et un programme commun » répète Peter Marki-Zay. L'union est selon lui la seule façon pour défaire Viktor Orban. Et même avec une opposition unie, un miracle sera nécessaire pour espérer détrôner le Premier ministre sortant... affirme-t-il.

« Peter Marki-Zay est un adversaire très dangereux pour Viktor Orban. Il rassemble l'électorat urbain car il a fait carrière à l'étranger. Il tient un discours anti-establishment mais surtout, il reste un conservateur chrétien venu d'une petite ville de province. Or l'élection va se jouer dans ces petites villes où les habitants ne s'informent que par des télévisions qui diffusent la propagande du pouvoir » souligne Robert Laszlo, politologue du centre de recherche Political Capital.

Si Peter Marki-Zay dispose de certains atouts, il est cependant à la tête d'un rassemblement de partis hétéroclites. Il a déclaré vouloir former, en cas de victoire le 3 avril, un gouvernement de technocrates. « Nous devons bâtir un programme commun ; ensuite, son exécution doit être mise en œuvre par des techniciens et des experts lesquels peuvent être membres de certains partis » a indiqué Peter Marki-Zay. Par ailleurs, son opposition systématique à toutes les décisions du gouvernement de Viktor Orban (comme le blocage des prix de l'essence et de certains produits alimentaires de base) pourrait ne pas être appréciée des électeurs hongrois. « Il est pathétique que la Hongrie revienne au contrôle des prix comme il y a 30 ans (c'est-à-dire sous la période communiste) » a déclaré le candidat de l'opposition.

« Viktor Orban peut se permettre de perdre les élections car les principales institutions, comme le procureur général le défenseur de droits, la Cour suprême ou le Conseil constitutionnel, sont toutes contrôlées par des affidés protégés par la majorité des deux tiers. Le Premier ministre sortant a posé des pièges pour faire obstruction » a indiqué Zoltan Fleck, professeur de droit et de sociologie à université Eotvos (ELTE) de Budapest. « Même l'adoption d'un nouveau budget nécessite l'accord d'une commission au sein de laquelle la FIDESZ-MPSZ a un pouvoir de blocage » a-t-il ajouté.

LE SYSTÈME POLITIQUE HONGROIS

L'Orszaggyules (Assemblée nationale), chambre unique du Parlement, compte 199 députés élus pour un mandat de 4 ans : 106 d'entre eux sont désignés au scrutin uninominal au sein de circonscriptions et 93 au scrutin proportionnel de liste au sein du pays. Les électeurs disposent donc de deux bulletins de vote : l'un pour choisir un parti politique, l'autre pour se prononcer en faveur d'un candidat.

Les électeurs inscrits comme appartenant à une minorité nationale^[2] votent pour les listes de leur minorité et non pour des partis nationaux. Seul un quart des suffrages requis par les partis nationaux est nécessaire pour qu'une liste représentant une minorité puisse obtenir un mandat. Les minorités nationales n'ayant pas obtenu de sièges peuvent déléguer des porte-paroles au parlement.

Le 15 décembre 2020, la loi électorale a modifié le nombre de candidats minimum nécessaire à un parti pour se présenter aux élections législatives : désormais, seuls les partis concourant dans au moins 71 circonscriptions répartis dans au moins 14 comtés et Budapest peuvent présenter des candidats au scrutin proportionnel de liste.

Pour être représenté au Parlement, un parti doit obtenir au minimum 5% des suffrages exprimés ; une alliance de 2 partis, 10% des voix et l'alliance de 3 partis ou plus, 15%. Les sièges relevant des listes nationales sont répartis proportionnellement aux suffrages exprimés ; les suffrages qui n'ont pas permis à un parti de remporter des sièges ainsi que les voix du parti qui a obtenu le siège qui outrepassent le seuil électoral sont ensuite redistribués selon la méthode d'Hondt.

Tout parti souhaitant présenter une liste aux élections législatives au scrutin uninominal doit recueillir au moins 500 signatures d'électeurs. Au sein des circonscriptions uninominales, les candidats peuvent être présentés soit par des partis politiques, soit par des citoyens.

6 partis politiques ont obtenu des sièges au Parlement lors des élections législatives du 8 avril 2018:

^[2] La Hongrie reconnaît 13 minorités nationales : les Allemands, les Arméniens, les Bulgares, les Croates, les Grecs, les Polonais, les Roms, les Roumains, les Ruthéniens, les Serbes, les Slovaques, les Slovènes et les Ukrainiens.

- l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPSZ), créée le 30 mars 1988 et dirigée par le Premier ministre sortant Viktor Orban, allié au Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP), compte 133 députés ;
- le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), parti nationaliste créé en octobre 2003 et dirigé par Peter Jakab, possède 26 sièges ;
- le parti socialiste (MSZP), dirigé par Bertalan Toth et Agnes Kunhalmi, allié à Dialogue pour la Hongrie (PM), parti social-démocrate et écologiste créé en février 2013 et dirigé par Gergely Karacsony et Timea Szabo, compte 20 députés ;
- la Coalition démocratique (DK), parti social-libéral de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany, possède 9 sièges ;
- Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste fondé en 2009 et dirigé par Akos Hadhazy et Bernadett Szel, compte 8 députés.
- Ensemble. Parti pour une nouvelle ère (Együtt), parti social-libéral créé en 2012 et emmené par Peter Juhasz, possède 1 siège.

Rappel des résultats des élections législatives du 8 avril 2018 en Hongrie

Participation : 67,56%

Partis politiques	Scrutin proportionnel de liste			Scrutin uninominal			Total sièges
	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Sièges	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Sièges	
Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPSZ) et Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP)	2 636 203	47,89	91	2 824 206	49,27	42	133
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	1 276 842	23,20	1	1 092 669	19,06	25	26
Parti socialiste (MSZP) et Dialogue pour la Hongrie	622 458	11,22	8	682 602	11,91	12	20
Coalition démocratique (DK)	348 178	6,28	3	308 068	5,37	6	9
Faire de la politique autrement (LMP)	312 731	5,64	1	404 425	7,06	7	8
Ensemble	58 591	1,06	1	37 561	0,66	0	1
Autres	193 928	4,50	0	350 110	6,11	0	0

Source : <https://static.valasztas.hu/dyn/pv18/szavossz/hu/l22.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.